

GENERATION BABY-BOOMER

Par Béatrice Madeline - LE MONDE

Extrait de l'article réservé aux abonnés du quotidien

Les baby-boomeurs, une génération de seniors aux ressources convoitées pour boucler le budget français

Alors que le premier ministre doit présenter ses orientations budgétaires, mardi 15 juillet, l'exécutif a laissé entendre que toutes les catégories seraient mises à contribution pour combler le déficit public. Y compris les seniors, au pouvoir d'achat préservé pendant l'envolée de l'inflation, et qui ont bénéficié de l'enrichissement des « trente glorieuses », parenthèse exceptionnelle de l'histoire.

L'équation est simple à formuler, beaucoup moins à résoudre. Comment financer les services publics, la défense et la transition verte tout en réduisant les déficits, alors que la croissance est atone et la productivité à l'arrêt ? Mardi 15 juillet, le gouvernement devrait indiquer ses grands arbitrages en la matière. Ils s'annoncent douloureux, avec 40 milliards d'euros d'économies à trouver, synonyme d'austérité à venir.

Mais, d'ores et déjà, certaines pistes sont écartées. Faire payer les actifs, dont le pouvoir d'achat a été grevé par la crise inflationniste ? Délicat, d'autant que le marché du travail se dégrade. Demander un effort supplémentaire aux entreprises ? Risqué : des pans entiers de l'industrie sont déjà laminés par la concurrence chinoise, tandis que les impôts de production tricolores sont parmi les plus élevés d'Europe. Taxer les ultrariches ? L'option est taboue pour un large spectre de la classe politique – le 12 juin, le Sénat a rejeté la « taxe Zucman » proposant d'instaurer un impôt plancher de 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros.

Reste la piste des retraités. Relativement épargnés ces dernières années, ils pourraient légitimement, plaident un certain nombre d'économistes, contribuer davantage à la solidarité nationale. En particulier les baby-boomeurs, nés entre 1945 et 1960, durant les « trente glorieuses » (1945-1975). « *Pour préserver notre contrat social, il nous faut rééquilibrer l'effort entre les générations*, expliquait d'ailleurs le premier ministre, François Bayrou, le 15 avril. *Le financement de notre protection sociale pèse fortement sur ceux qui travaillent, alors que ses dépenses bénéficient majoritairement aux plus de 65 ans, dont la part dans la population est croissante.* »

© <https://www.lemonde.fr/>